

La Commission peut néanmoins l'entendre tant en présence qu'en l'absence du médiateur ou de l'organisme concerné. Dans ce dernier cas, le procès-verbal de l'audition du rapporteur est communiqué au médiateur ou à l'organisme concerné en l'invitant à formuler d'éventuelles observations dans les quinze jours de la réception.

TITRE 6. — Mesures transitoires

Art. 27. Les dossiers qui étaient encore en traitement le jour où le présent règlement est approuvé, sont attribués par le Président à un des deux collèges.

Le Président demande le cas échéant au plaignant ou déclarant de compléter le dossier.

La procédure se poursuit ensuite conformément aux articles 12 à 26.

De Commissie mag hem niettemin horen, zowel in aan- als in afwezigheid van de betrokken bemiddelaar of instelling. In dit laatste geval, wordt het proces-verbaal van de hoorzitting meegedeeld aan de betrokken bemiddelaar of instelling met de uitnodiging eventuele opmerkingen mede te delen binnen de 15 dagen na ontvangst.

TITEL 6. — Overgangsbepalingen

Art. 27. Dossiers die nog ter behandeling voorlagen de dag waarop dit reglement bekrachtigd wordt, worden toebedeeld door de Voorzitter van de commissie aan een van de twee colleges van de Commissie.

De Voorzitter vraagt desgevallend aan de klager of aangever aanvullende gegevens om het dossier te vervolledigen.

Vervolgens wordt de procedure gevolgd zoals bepaald in de artikelen 12 tot en met 26.

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2021/31152]

Code de déontologie des médiateurs agréés du 16 décembre 2020

Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent code de déontologie s'applique à toute personne portant le titre de médiateur agréé au sens de l'article 1726 du Code judiciaire.

Art. 2. Les dispositions contenues dans le présent code ont pour objectifs d'assurer la protection du public et de garantir la qualité des services fournis par les porteurs du titre de médiateur agréé.

Dans le cadre de son activité professionnelle, le médiateur agréé ne peut poser aucun acte qui puisse mettre en péril la dignité ou l'intégrité de la profession. Le code ne tend pas à sanctionner des faits qui ne concernent pas l'activité professionnelle du médiateur ou ne peuvent avoir de répercussions sur celle-ci.

Il ne peut être dérogé aux dispositions du présent code.

Définitions

Art. 3. Pour l'application du présent code, il faut comprendre sous :

* Médiation : la médiation au sens de l'article 1723/1 du Code judiciaire;

* Médiateur : le médiateur agréé au sens de l'article 1726, § 1^{er}/1, du Code judiciaire;

* Organisme : un organisme qui dispense des formations au sens de l'article 1727, § 2, 6°, du Code judiciaire;

* Commission : la commission disciplinaire et de traitement des plaintes ou son collège;

* Conseiller : la personne qui assiste une des parties durant une médiation.

Préliminaires à la médiation

PREMIERS CONTACTS

Art. 4. § 1^{er}. Lors d'une première prise de contact, le médiateur veillera à évaluer la pertinence d'entreprendre une médiation tout en ne recueillant que les informations nécessaires pour lui permettre de se faire une idée générale de la nature du litige.

Le médiateur veillera à ne formuler aucun commentaire qui puisse être interprété comme un conseil donné à la partie qui prend contact avec lui.

§ 2. Les médiateurs qui exercent également une autre profession, réglementée ou non, seront particulièrement attentifs à éviter toute confusion des rôles.

§ 3. Au terme d'un premier contact, si celui-ci a eu lieu avec une seule des parties, le médiateur devra s'assurer de l'accord des autres parties quant au recours à la médiation et au choix du médiateur. Cet accord devra être confirmé par écrit et porté à la connaissance de toutes les parties concernées.

Art. 5. Le médiateur veillera à informer les parties de la possibilité d'être assistées par un conseiller lors des séances de médiation.

Le médiateur ne peut pas interdire à une partie d'être assistée par un conseiller.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2021/31152]

Deontologische code van de erkende bemiddelaars van 16 december 2020

Toepassingsveld

Artikel 1. Deze deontologische code is van toepassing op eenieder die de titel van erkend bemiddelaar draagt in de zin van artikel 1726 van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 2. De bepalingen van deze code hebben tot doel het publiek te beschermen en de kwaliteit van de diensten, gepresteerd door de houders van de titel van erkend bemiddelaar te waarborgen.

In het kader van zijn professionele activiteit, mag de erkend bemiddelaar geen daden stellen die de waardigheid en de integriteit van het beroep in het gedrang kunnen brengen. De code strekt er niet toe handelingen te bestraffen die geen verband houden met de professionele activiteit van de bemiddelaar of die zonder gevolgen zijn ten aanzien van die activiteit.

Er kan van de bepalingen van deze code niet afgeweken worden.

Definities

Art. 3. Voor de toepassing van deze code wordt verstaan onder:

* Bemiddeling : de bemiddeling in de zin van artikel 1723/1 van het Gerechtelijk Wetboek;

* Bemiddelaar : de erkend bemiddelaar zoals bedoeld in artikel 1726, § 1/1, van het Gerechtelijk Wetboek;

* Instelling : een instelling die opleidingen in bemiddeling verschaft in de zin van artikel 1727, § 2, 6°, van het Gerechtelijk Wetboek;

* Commissie : de commissie voor de tuchtregeling en klachtenbehandeling of haar college;

* Adviseur : persoon die tijdens een bemiddeling een van de partijen bijstaat.

Voorafgaand aan de bemiddeling

EERSTE CONTACTEN

Art. 4. § 1. Bij het eerste contact zal de bemiddelaar de relevantie van het aanvatten van de bemiddeling beoordelen, terwijl hij slechts de informatie verzamelt die noodzakelijk is om zich een algemeen beeld te kunnen vormen van de aard van het geschil.

De bemiddelaar zal erop toezien om geen opmerkingen te maken die kunnen worden geïnterpreteerd als een advies aan de partij die contact met hem opneemt.

§ 2. Bemiddelaars die ook een ander, al dan niet gereguleerd beroep uitoefenen, dienen er in het bijzonder op toe te zien dat er geen sprake is van rolvermenging.

§ 3. Indien het eerste contact, slechts met één van de partijen heeft plaatsgevonden, vergewist de bemiddelaar zich er na afloop van dat de andere partij(en) instem(men) met de bemiddeling en de keuze van de bemiddelaar. Dit akkoord dient aan alle betrokken partijen schriftelijk te worden bevestigd.

Art. 5. De bemiddelaar zorgt ervoor dat de partijen geïnformeerd worden over de mogelijkheid om zich tijdens de bemiddelingssessies door een adviseur te laten bijstaan.

De bemiddelaar mag een partij niet verbieden zich te laten bijstaan door een adviseur.

Toutefois, le médiateur n'est pas contraint d'accepter de travailler avec des conseillers si il estime inopportun. Dans ce cas, il informe les parties du fait qu'il préfère ne pas travailler avec des conseillers et leur suggère de s'adresser à un autre médiateur agréé. Le cas échéant, il leur indique où trouver la liste des médiateurs agréés sur le site internet de la Commission fédérale de médiation. A la demande conjointe des parties, il peut également leur recommander un médiateur agréé.

COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES ET ORGANISATION DE LA MÉDIATION.

Art. 6. Le médiateur disposera des compétences requises par la nature du litige sur la base de son expérience et/ou de sa formation. En fonction de la nature du litige, le médiateur devra, avant d'accepter et d'entreprendre la médiation, évaluer raisonnablement s'il a les compétences nécessaires à la conduite de celle-ci. Si ce n'est pas le cas, il pourra proposer de mener une comédiation ou renvoyer le demandeur vers un autre médiateur. Il agira de même s'il prend conscience dans le cours du processus du fait qu'il ne dispose pas des compétences nécessaires pour poursuivre la médiation.

Art. 7. Le médiateur veillera à organiser les séances de médiation dans un lieu de réunion approprié.

Le médiateur a la faculté d'organiser des réunions virtuelles. Dans ce cas, il veillera à garder la maîtrise du processus en ce compris celle de l'outil informatique.

INDÉPENDANCE, IMPARTIALITÉ ET NEUTRALITÉ

Art. 8. § 1^{er}. Un médiateur ne peut accepter de mener une médiation que si sa neutralité, son indépendance et son impartialité ne peuvent raisonnablement être mises en cause.

Ces notions doivent être comprises comme suit:

- Indépendance : Le médiateur ne peut avoir aucun lien, direct ou indirect, ni aucun intérêt qui puisse l'obliger et lui faire perdre tout ou partie de sa liberté.

- L'impartialité est une absence de parti pris ou de prévention.

- La neutralité ne permet pas de donner aux parties un avis susceptible d'avoir une incidence sur la solution du différend qui les oppose. Le médiateur demeure cependant libre de faire état de cas similaires dont il a connaissance, et ce dans le respect du secret professionnel et de l'obligation de confidentialité consacrée par l'article 1728 du Code judiciaire.

Plus spécifiquement, le médiateur ne peut intervenir lorsque, en raison d'intérêts personnels, matériels ou moraux, il ne peut exercer sa fonction avec l'indépendance et l'impartialité requises. Ainsi, le médiateur ne peut-il notamment pas intervenir :

* lorsque lui-même, ou un de ses parents ou apparentés jusqu'au quatrième degré inclus, ou la personne avec qui il cohabite légalement a un lien d'ordre personnel ou une relation d'affaires avec une des parties, et ce sauf accord écrit des parties;

* lorsqu'il pourrait tirer un avantage direct ou indirect, en ce compris un "success fee", du résultat de la médiation;

* dans un litige dans lequel un de ses collaborateurs ou associés est intervenu pour une des parties en une qualité autre que celle de médiateur, et ce sauf accord écrit des parties.

§ 2. En cas de doute, le médiateur informera les parties, dès qu'il a connaissance d'un élément susceptible de mettre sa neutralité, son impartialité ou son indépendance, ou leur apparence, en cause, de la nature de celui-ci en leur proposant de se retirer ou en leur demandant de marquer leur accord écrit sur la poursuite de sa mission.

§ 3. Le fait d'avoir ou de prendre connaissance d'informations publiques relatives aux parties, quelque que soit le media par lequel elles sont accessibles, avant ou pendant une médiation, ne constitue pas une violation des obligations d'indépendance, d'impartialité ou de neutralité.

Le Protocole de médiation

Art. 9. § 1^{er}. Lors des entretiens préalables ou, au plus tard, au cours de la première rencontre, le médiateur indique aux parties qu'elles auront à signer un protocole de médiation.

§ 2. Le protocole devra être finalisé et signé au plus tard au commencement de la médiation, afin de garantir le respect du processus et d'offrir une sécurité juridique aux parties.

Evenwel, is de bemiddelaar niet verplicht te werken met adviseurs indien hij dit niet opportuun acht. In dat geval, informeert hij de partijen over het feit dat hij liever niet met adviseurs werkt en suggereert hij hen zich te wenden tot een andere erkende bemiddelaar. Desgevallend, laat hij hen weten waar ze de lijst van erkende bemiddelaars kunnen vinden op de website van de Federale bemiddelingscommissie. Op gezamenlijk verzoek van de partijen, mag hij hen ook een erkende bemiddelaar aanraden.

SPECIFIEKE VAARDIGHEDEN EN ORGANISATIE VAN DE BEMIDDELING

Art. 6. De bemiddelaar zal op grond van zijn ervaring en/of vorming over de nodige bekwaamheid moeten beschikken, die door de aard van het geschil wordt vereist. Afhankelijk van de aard van het geschil zal de bemiddelaar, alvorens de bemiddeling te aanvaarden en op te starten, evalueren of hij in alle redelijkheid over de nodige bekwaamheden beschikt. Indien dit niet het geval is, kan de bemiddelaar voorstellen om een co-bemiddeling uit te voeren of de verzoekende partij naar een andere bemiddelaar doorverwijzen. Hetzelfde geldt indien hij in de loop van de bemiddeling tot het besef komt dat hij niet over de nodige vaardigheden beschikt om de bemiddeling verder te zetten.

Art. 7. De bemiddelaar zorgt ervoor dat hij de bemiddelingssessies organiseert in een geschikte vergaderplaats.

De bemiddelaar mag ook virtuele sessies organiseren. In dat geval, zal hij erover waken dat hij de controle over het traject en het informatieprogramma behoudt.

ONAFHANKELIJKHEID, ONPARTIJDIGHEID EN NEUTRALITEIT

Art. 8. § 1. Een bemiddelaar kan alleen aanvaarden om een bemiddeling te leiden als zijn neutraliteit, onafhankelijkheid en onpartijdigheid redelijkerwijze niet in twijfel kunnen worden getrokken.

Deze begrippen dienen als volgt te worden begrepen:

- Onafhankelijkheid : De bemiddelaar mag geen band, rechtstreeks of onrechtstreeks, noch enig belang hebben dat van aard kan zijn hem zijn vrijheid geheel of gedeeltelijk, te doen verliezen.

- Onpartijdigheid is afwezigheid van partijdigheid of vooringenomenheid.

- De neutraliteit laat niet toe aan de partijen een advies te verstrekken dat een invloed kan hebben op de oplossing van hun geschil. De bemiddelaar blijft evenwel vrij melding te maken van gelijkaardige gevallen waar hij kennis van heeft, zulks met inachtneming van het beroepsgeheim en de vertrouwelijkheidsplicht vermeld in artikel 1728 van het Gerechtelijk Wetboek.

Meer specifiek mag de bemiddelaar niet optreden wanneer hij wegens persoonlijke, materiële of morele belangen zijn functie niet met de vereiste onafhankelijkheid en onpartijdigheid kan uitoefenen. Zo kan de bemiddelaar onder meer niet optreden :

* wanneer hij, of één van zijn bloed- of aanverwanten tot en met de vierde graad, of de persoon met wie hij wettelijk samenwoont een persoonlijke band of zakelijke relatie heeft met één van de partijen, zulks behoudens schriftelijke instemming van de partijen;

* indien hij uit het resultaat van de bemiddeling een direct of indirect voordeel, met inbegrip van een "success fee", zou kunnen halen;

* in een geschil waarin één van zijn medewerkers of vennoten voor één van de partijen in een andere hoedanigheid dan die van bemiddelaar is opgetreden, zulks behoudens schriftelijke instemming van de partijen.

§ 2. Indien er een element is dat twijfel kan wekken over neutraliteit, onpartijdigheid of onafhankelijkheid, informeert de bemiddelaar de partijen hierover zodra hij hier kennis van heeft. Hij licht hen in over de aard van het element in kwestie en stelt hen voor ofwel zich uit de bemiddeling terug te trekken ofwel mits schriftelijk akkoord van de partijen in te stemmen met de voortzetting van zijn opdracht.

§ 3. Het voorafgaand aan de bemiddeling kennisnemen van informatie over partijen, vormt geen schending van de onafhankelijkheid, onpartijdigheid- of neutraliteitsvereisten voor zover de informatie publiek beschikbaar is, ongeacht het medium via hetwelk ze beschikbaar gesteld is.

Het bemiddelingsprotocol

Art. 9. § 1. Tijdens de voorafgaande gesprekken of uiterlijk tijdens de eerste bijeenkomst geeft de bemiddelaar aan de partijen aan dat zij een bemiddelingsprotocol moeten ondertekenen.

§ 2. Het protocol moet uiterlijk bij de aanvang van de bemiddeling worden afgerond en ondertekend om ervoor te zorgen dat het bemiddelingsproces wordt gerespecteerd en om de partijen rechtszekerheid te bieden.

Si un délai de réflexion est nécessaire, un refus de signer après fixation d'une date-butoir par le médiateur donne à celui-ci le droit de mettre fin aux travaux, les prestations effectuées restant dues et à charge des parties.

§ 3. Le protocole doit en tous cas contenir les mentions suivantes :

- * le nom et le domicile des parties et de leurs conseillers;
- * le nom, la qualité et l'adresse du médiateur, la mention que le médiateur est agréé par la CFM;
- * le rappel du principe volontaire de la médiation;
- * un exposé succinct du différend;
- * la confidentialité qui s'attache aux documents et aux communications dans le cadre de la médiation;
- * le mode de fixation et le taux des honoraires du médiateur, ainsi que les modalités de leur paiement;
- * la mention que la signature du protocole suspend le cours de la prescription durant la médiation;
- * la mention que, sauf accord exprès des parties, la suspension de la prescription prend fin un mois après la notification faite par l'une des parties ou par le médiateur à l'autre ou aux autres parties de leur volonté de mettre fin à la médiation. Cette notification a lieu par lettre recommandée.

Le protocole mentionne également :

- * l'engagement des parties, du médiateur, des conseillers et des experts externes à n'autoriser aucune autre présence que la leur lors d'éventuelles séances virtuelles;
- * la faculté pour le médiateur de mettre fin à la médiation.

Le Déroulement de la médiation

EN DÉBUT DE MÉDIATION

Art. 10. § 1^{er}. Le médiateur informe ses clients quant à la possibilité d'une assistance judiciaire.

Le médiateur interroge ses clients sur la possibilité, pour eux, de bénéficier de l'intervention totale ou partielle d'un tiers payant. Il attire l'attention de ses clients sur le fait que les honoraires et frais se situant au-delà de l'intervention de ce tiers payant restent à leur charge.

§ 2. Le médiateur veillera à se positionner correctement dans son rôle spécifique qui n'est pas celui d'un expert, ni d'un arbitre, ni d'un conseiller juridique, ni d'un juge ou d'un thérapeute.

Le médiateur rappellera ou expliquera, si nécessaire, la place de la confidentialité et du secret professionnel dans la médiation. Il veille à la confidentialité du dossier.

En cas de partage par le médiateur de son secret professionnel, par exemple avec ses employés ou collaborateurs, il veillera au respect de ce secret par ces personnes.

Le médiateur devra s'assurer dans la mesure du possible que toutes les personnes devant participer à la résolution du litige sont présentes, représentées ou à tout le moins informées.

Le médiateur rappellera ou expliquera les caractéristiques du processus de médiation : l'équilibre entre les parties, l'écoute de la parole de l'autre, les possibilités de caucus (apartés), la bonne foi dans les négociations et le rôle des conseillers si ceux-ci sont présents.

Si, au cours de la médiation, il apparaît qu'un caucus pourrait être utile, le médiateur informera toutes les parties de ce que tous les renseignements qu'il aura reçus dans le cadre de cet aparté, resteront secrets et non contradictoires à moins que la partie qui a fourni cette information ne marque son accord sur la communication de cette information à l'autre partie.

Si nécessaire, il commentera quelques points saillants du code de déontologie ou du protocole tels que, par exemple, le déroulement des réunions, les possibilités d'interruption, de collecte et de communication d'informations pertinentes supplémentaires.

EN COURS DE MÉDIATION

Art. 11. § 1^{er}. Le médiateur veillera à ce que la médiation se déroule de manière équilibrée, permettant aux intérêts de toutes les parties d'être exprimés et pris en compte.

Indien een bedenktijd nodig is, mag de bemiddelaar een einde stellen aan de werkzaamheden bij weigering om te tekenen na afloop van de door hem gestelde termijn. De verleende diensten blijven verschuldigd en ten laste van de partijen.

§ 3. Het protocol dient minstens de volgende vermeldingen te bevatten:

- * de naam en de woonplaats van de partijen en hun adviseurs;
- * de naam, de hoedanigheid en het adres van de bemiddelaar, en de vermelding dat de bemiddelaar erkend is door de FBC;
- * de herinnering aan het principe dat bemiddeling op vrijwillige basis geschiedt;
- * een beknopt overzicht van het geschil;
- * de vertrouwelijkheid die wordt gehecht aan de documenten en de mededelingen in het kader van bemiddeling;
- * de wijze waarop het ereloon van de bemiddelaar, het tarief ervan, alsook de betalingsvoorwaarden worden bepaald;
- * een verklaring dat de ondertekening van het protocol de verjaringstermijn tijdens de bemiddeling schorst;
- * een verklaring dat, de schorsing van de verjaringstermijn zal eindigen een maand na de kennisgeving door een van de partijen, of door de bemiddelaar aan de andere partij(en), van hun wens om de bemiddeling te beëindigen. Partijen kunnen hiervan afwijken door uitdrukkelijk anders overeen te komen. Deze kennisgeving geschiedt per aangetekende brief.

Het protocol vermeldt tevens :

- * de verbintenis van de partijen, de bemiddelaar, de adviseurs en de externe deskundigen om niemand anders dan henzelf toe te laten eventuele virtuele sessies bij te wonen;
- * de mogelijkheid voor de bemiddelaar de bemiddeling te beëindigen.

Het verloop van het bemiddelingstraject

VOOR DE AANVANG VAN DE BEMIDDELING

Art. 10. § 1. De bemiddelaar informeert zijn cliënten over de mogelijkheid tot rechtsbijstand.

De bemiddelaar vraagt aan zijn cliënten of zij kunnen beroep doen op de volledige of gedeeltelijke tussenkomst van een derdebetaler. Hij vestigt hun aandacht op het gegeven dat alle erelonen en kosten die niet door deze derde gedekt worden te hunnen laste blijven.

§ 2. De bemiddelaar zorgt ervoor dat hij zich correct positioneert in zijn specifieke rol die niet die van een deskundige, van een arbiter, van een juridisch adviseur, van een rechter of van een therapeut is.

De bemiddelaar zal het belang van de vertrouwelijkheid en het beroepsgeheim in een bemiddeling kaderen en uitleggen waar nodig. Hij waakt over de vertrouwelijkheid van het dossier.

Indien de bemiddelaar zijn beroepsgeheim deelt, bijvoorbeeld met zijn personeel of zijn medewerkers, waakt hij erover dat de geheimhoudingsplicht ook door deze personen gerespecteerd wordt.

De bemiddelaar zal er zich van vergewissen, in de mate van het mogelijke, dat alle personen die participeren aan de oplossing van het geschil aanwezig, vertegenwoordigd of op zijn minst geïnformeerd zijn.

De bemiddelaar zal de kenmerken van het bemiddelingsproces in herinnering brengen of uitleggen: het evenwicht tussen de partijen, wederzijds luisteren door de partijen, de mogelijkheid van de caucus (afzonderlijke gesprekken), de goede trouw van de partijen tijdens de onderhandelingen en de rol van de adviseurs indien zij aanwezig zijn.

Indien in het bemiddelingstraject een caucus nuttig wordt geacht, zal de bemiddelaar alle partijen in kennis stellen dat alle inlichtingen die hem bij deze gelegenheid worden verstrekt geheim en niet-tegensprekelijk blijven, tenzij de partij die de inlichting bezorgde akkoord gaat met de mededeling ervan aan de andere partijen.

Indien nodig zal de bemiddelaar de belangrijkste punten van de deontologische code of het bemiddelingsprotocol toelichten, zoals bijvoorbeeld het verloop van de vergaderingen, de mogelijkheid van onderbreking van vergaderingen, het verzamelen en communiceren van pertinente aanvullende informatie.

TIJDENS DE BEMIDDELING

Art. 11. § 1. De bemiddelaar zorgt ervoor dat de bemiddeling op een evenwichtige manier gebeurt waarbij de belangen van alle partijen tot uiting kunnen komen en in rekening worden genomen.

Le médiateur incitera les parties à prendre leurs décisions sur base de toutes informations utiles.

§ 2. Le médiateur a l'obligation de suspendre la médiation ou d'y mettre fin s'il estime que:

* La médiation a été entamée à des fins inappropriées;

* Le comportement des parties ou de l'une d'entre elles est incompatible avec le bon déroulement de la médiation;

* L'une des parties, voire plusieurs d'entre elles, n'est plus en mesure de prendre part de façon constructive à la médiation ou fait preuve d'un manque total d'intérêt à son égard;

* L'accord proposé est manifestement déséquilibré et reflète une soumission malsaine d'une partie à l'autre ou une absence de consentement éclairé;

* La médiation n'a plus de raison d'être.

Toutefois, dans ces cas, le médiateur pourra, avant de suspendre ou de mettre fin à la médiation, attirer l'attention des ou d'une partie, et ce éventuellement en caucus, sur la nécessité d'adopter un comportement correct.

FIN DE LA MÉDIATION

Art. 12. Le médiateur rappelle qu'il appartient aux parties de s'entourer de tous les conseils utiles avant de conclure un accord au terme de la médiation.

Le médiateur veille à l'établissement d'un accord de médiation reprenant tous les points de négociation sur lesquels un accord a été conclu.

Le médiateur veille à ce que l'accord de médiation soit le reflet fidèle de la volonté des parties.

L'accord de médiation doit contenir les clauses nécessaires à son homologation, laquelle reste à la discrétion des parties.

Art. 13. Dans le cas d'une médiation judiciaire, à l'expiration de sa mission, le médiateur informe par écrit le juge de ce que les parties sont ou non parvenues à trouver un accord. Il ne peut communiquer d'autre information.

Les honoraires et les frais des médiateurs

Art. 14. § 1^{er}. Le médiateur propose à ses clients un mode de calcul de ses honoraires et de ses frais qui lui permette d'exercer son activité dignement. Ce mode de calcul doit également témoigner d'une juste modération à la lumière notamment de la capacité contributive des médiés, de l'urgence, de la complexité et de l'enjeu du litige.

Le protocole de médiation exprime l'accord du médiateur et de ses clients quant au mode de calcul des honoraires et des frais.

§ 2. Le médiateur dont les honoraires et frais sont contestés, informe son client de la possibilité de soumettre la contestation pour avis à la Commission disciplinaire et de traitement des plaintes, ainsi que des autres procédures de règlement des litiges (médiation, arbitrage, procédure judiciaire).

Le médiateur dont les honoraires et/ou les frais restent impayés envoie une mise en demeure à son client avant de le citer à comparaître.

§ 3. Les contestations d'honoraires et frais sont traitées contradictoirement par le collège linguistique compétent.

L'avis est limité à la vérification du respect des dispositions du présent article.

De bemiddelaar zal de partijen aanmoedigen om hun beslissingen te nemen op basis van alle relevante informatie.

§ 2. De bemiddelaar heeft de verplichting om de bemiddeling op te schorten of te beëindigen indien hij van mening is dat:

* De bemiddeling geïnitieerd is voor een ongepast doel;

* Het gedrag van de partijen of van een van hen onverenigbaar is met het goede verloop van de bemiddeling;

* De partijen of één van hen niet meer in staat is om constructief deel te nemen aan de bemiddeling of een totaal gebrek aan belangstelling doet blijken;

* De voorgestelde overeenkomst kennelijk onevenwichtig is en een ongezonde onderwerping van de ene partij aan de andere partij weerspiegelt of een gebrek aan geïnformeerde toestemming;

* De bemiddeling geen bestaansreden meer heeft.

In die gevallen kan de bemiddelaar evenwel ook een of meerdere partijen wijzen op de noodzaak van correct gedrag, vooraleer hij de bemiddeling opschort of beëindigt desnoods na een caucus.

EINDE VAN DE BEMIDDELING

Art. 12. De bemiddelaar zal de partijen eraan herinneren dat het hen toekomt alle nuttige adviezen in te winnen alvorens een bemiddelingsakkoord af te sluiten.

De bemiddelaar ziet erop toe dat een overeenkomst wordt opgesteld, waarin elk onderhandelingspunt wordt opgenomen waarover een akkoord werd bereikt.

De bemiddelaar ziet erop toe dat het bemiddelingsakkoord de getrouwe weergave is van de wil van de partijen.

Het bemiddelingsakkoord moet de noodzakelijke clausules bevatten om te kunnen worden gehomologeerd. De homologatie blijft een beslissing van de partijen.

Art. 13. Bij afloop van zijn opdracht in het kader van een gerechtelijke bemiddeling, meldt de bemiddelaar de rechter schriftelijk of de partijen al dan niet tot een akkoord zijn gekomen. Hij mag geen andere informatie meedelen.

De erelonen en kosten van de bemiddelaars.

Art. 14. § 1. De bemiddelaar stelt aan zijn cliënten een wijze van berekening voor van zijn erelonen en kosten die hem in staat stelt zijn activiteit op een waardige wijze uit te oefenen. Deze berekeningswijze moet tevens blijken geven van gematigdheid in het licht van onder meer de financiële middelen van de partijen in de bemiddeling, de dringendheid, de complexiteit en de inzet van het geschil.

Het bemiddelingsprotocol verwoordt het akkoord van de bemiddelaar en zijn cliënten over de wijze van berekening van de erelonen en kosten.

§ 2. De bemiddelaar wiens erelonen en kosten betwist worden, informeert zijn cliënt over de mogelijkheid om de betwisting voor te leggen aan de commissie voor de tuchtregeling en klachtenbehandeling, alsook over de andere mogelijkheden om het geschil te regelen (bemiddeling, arbitrage, gerechtelijke procedure).

De bemiddelaar wiens erelonen en/of kosten onbetaald blijven, stelt zijn cliënt in gebreke alvorens hem te dagvaarden.

§ 3. De erelonenbetwistingen worden op tegensprekelijke wijze onderzocht door het taalkundig bevoegde college.

Het advies gaat enkel na of de bepalingen van onderhavig artikel nageleefd werden.

Communication et publicité

Art. 15. Le médiateur ne peut se faire connaître et proposer ses services que de manière professionnelle et digne. Il veillera notamment à ce que ses messages publicitaires soient parfaitement véridiques et vérifiables.

Communicatie en publiciteit

Art. 15. De bemiddelaar kan zijn diensten alleen maar op een professionele en waardige manier aanbieden. Hij zal er over waken dat zijn reclameboodschappen volkomen waarheidsgetrouw en verifieerbaar zijn.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2021/41283]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 17 février 2021, Madame Maria Eugenia BARDARO est nommée agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1^{er} février 2021.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2021/41283]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 17 februari 2021 wordt mevrouw Maria Eugenia BARDARO benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 1 februari 2021.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2021/31116]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 16 décembre 2020, Monsieur Luiz DE BAETS, est nommé agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 15 décembre 2020.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2021/31116]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 16 december 2020, wordt de heer Luiz DE BAETS, benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 15 november 2020.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2021/31196]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 21 mars 2021, Madame Maïté LEROY est nommée agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1^{er} mars 2021.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2021/31196]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 21 maart 2021 wordt mevrouw Maïté LEROY benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 1 maart 2021.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C - 2021/31091]

Personnel. — Promotion

Par arrêté royal du 9 mars 2021, Madame Leen DE CORT est promue par avancement à la classe supérieure dans la classe A3 avec le titre de conseiller au Service public fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1^{er} décembre 2020.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science, 33 à 1040 BRUXELLES.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C - 2021/31091]

Personeel. — Bevordering

Bij koninklijk besluit van 9 maart 2021, wordt mevrouw Leen DE CORT, bevorderd door verhoging naar de hogere klasse in de klasse A3, met de titel van adviseur bij de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, in een betrekking van het Nederlandse taalkader, met ingang van 1 december 2020.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapsstraat, 33 te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.